

## Actualité d'une perspective révolutionnaire

Nous nous mouvons dans un univers médiatique, politique et social qui a travesti la réalité de la lutte des classes. Le néolibéralisme proclame le culte du mérite individuel et du consumérisme. Les pauvres n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes et la solidarité dont ils bénéficient est considérée comme une assistance dispenseuse qu'il conviendrait de basculer vers les assurances. Warren Buffet, nous rappelle : "There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning." Ainsi, ou bien les classes n'existent plus et la société n'a plus de raisons de porter des conflits collectifs, ou bien elles existent et la classe dominante est appelée à le rester. Cela a produit une désaffection massive vis-à-vis des organisations syndicales et politiques de gauche qui se sont soit ralliées au néolibéralisme, soit se sont positionnées pour accompagner les réformes libérales et tenter d'en atténuer les effets.

Nous avons intériorisé cette situation et notre opposition au capitalisme s'est insensiblement mué en recherches de solutions à l'intérieur du système. Si beaucoup encore gardent l'idée de le combattre, l'intime conviction de pouvoir l'abattre n'existe plus vraiment. Il faut reconnaître aussi que les expériences révolutionnaires du passé n'y sont pas étrangères.

Le XX<sup>e</sup> siècle a vu la montée des luttes pour la transformation radicale de la société, pour abattre le capitalisme. Des révolutions prolétariennes en Russie puis en Chine, c'est-à-dire marquées par la remise en cause de l'ordre féodal ou colonial sous les couleurs du socialisme, ont permis à l'humanité d'y puiser l'espoir de sa libération prochaine. Ces révolutions ont produit, à la suite d'une dégénérescence bureaucratique, des systèmes totalitaires monstrueux. La conscience de classe internationaliste, qui s'exprimait alors dans les pays occidentaux par le soutien à ces régimes, véritables miroirs aux alouettes, s'est tarie avec l'échec du « socialisme réel » et le retour à un capitalisme sauvage dans ces pays. Les avancées nouvelles en Amérique latine n'offrent pas encore de perspectives radicales et surtout ne sont pas largement connues et analysées.

Pour autant, l'échec de ces révolutions et le triomphe provisoire du capital ne peuvent justifier l'acceptation des tares qu'il engendre : exploitation des hommes et de la nature, guerres, creusement des inégalités, etc. Si le système produit lui-même les conditions de son effondrement, il ne disparaîtra pas naturellement pour autant.

Le système capitaliste apparaît pour la majorité, aujourd'hui, comme indépassable. Pourtant, il est en crise. La domination totale des États-Unis semble remise en question à moyen terme par le développement des pays dits émergents. Les changements dans les rapports de force économiques restent cependant sous le contrôle de la finance, du dollar, et sous la menace des armes étasuniennes. Le capitalisme, dans sa fuite en avant pour l'accumulation de richesses, pille les ressources naturelles qui atteignent leurs limites. Ces deux éléments sont annonciateurs de guerres pour l'accaparement des matières premières et de bouleversements sociaux et politiques liés aux dérèglements climatiques et aux pénuries à venir. Tout le monde en a conscience, mais la recherche du profit ne connaît pas de répit et les voix qui s'élèvent pour réformer ses tares les plus visibles sont étouffées. Les États semblent démunis face aux errements de la finance. Ils sont plus exactement sous la tutelle des marchés. Dans le même moment, ils s'octroient de plus en plus de moyens pour contrôler les populations et créent des structures « technocratiques » qui chapeautent les institutions démocratiques, qui le sont d'ailleurs de moins en moins, là où elles existent. Voilà pour le temps long.

Et, pour le temps court, le capitalisme en crise porte en lui la guerre et la barbarie.

Antonio Gramsci nous met en garde contre l'idée que rien ne presse, qu'on a le temps de voir : « *La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés* » Il distinguait en Occident un *bloc historique* formé par les médiations entre les structures économiques et les superstructures politiques et culturelles. En période de crise, en général, ce *bloc historique* tient bon. Par contre, que survienne une *crise organique*, et « *la crise économique se transforme en crise du bloc historique lui-même et contamine l'ensemble des sphères sociales : économie, politique, culture, morale, sexualité...* » C'est aujourd'hui le cas, ou pas loin de l'être, du fait que des politiques alternatives n'ont pu être mises en place. D'où l'émergence d'un *césarisme bureaucratique*, dont les élites disposent pour maintenir leur domination et la montée des extrêmes droites.

La mondialisation et la financiarisation, stade actuel du capitalisme, a prolétarisé le monde entier, souvent sous l'aspect d'un nouvel esclavage. Les prolétaires se trouvent maintenant confrontés à la domination du capital sous la forme d'une concurrence entre les peuples porteuse d'un fascisme moderne. Il reste que la lutte des classes se développe sur tous les continents. Pourtant, le problème est que la conscience de classe semble fort minime dans la plupart des conflits. Les plus aigus se trouvent très souvent dévoyés par une volonté d'exclusion qui prend la forme du nationalisme ou celle du retour à l'obscurantisme religieux. Autant le capitalisme n'a pas de frontières, autant les travailleurs n'ont pas de patries. L'internationalisme et l'anticapitalisme sont indissociables.

Si les conditions d'une crise systémique du capitalisme existent, les conditions idéologiques pour l'abolir et fonder une société sans classes sont provisoirement éloignées ou absentes. Préparer ces conditions idéologiques est indispensable et urgent.

Se positionner dans la perspective de passer à un stade post-capitaliste n'est ni une posture, ni un choix purement idéologique, mais une question pratique, si difficile que soit cette option.

En effet, peut-on réformer le capitalisme, le réguler, donner aux États les moyens de contrôler le capital ? Les États, supposés défendre le bien commun des citoyens, ont toujours été l'instrument de la domination de la classe dominante. Même lorsque l'État a semblé, comme à la Libération, participer à un compromis entre les classes aujourd'hui dépassé, son action est restée identique. Pourtant, bien des penseurs mènent une réflexion dans le domaine d'une meilleure redistribution des richesses, dans celui de l'évitement d'une catastrophe écologique annoncée et proposent des solutions, même provisoires et nécessaires dans le monde capitaliste : la taxe Tobin, l'État mondial régulateur de la finance, le refus de l'Accord transatlantique, le développement du capitalisme vert, etc. Que ce soit utopique, en l'absence de mobilisations, n'est pas gênant. Mon désaccord porte sur le fait que cela reste, et entend le rester, dans le cadre du système capitaliste et n'arrête en rien son évolution mortifère. En effet, le capitalisme est tout à fait capable de « digérer » ces types de régulations ou de s'y soustraire et, enfin, de prendre d'autres voies tout aussi nuisibles pour l'humanité. Dans un cadre réformé, la recherche du profit poursuivrait sa propre logique en s'adaptant aux circonstances. Pendant ce temps, l'exploitation du salariat resterait à l'origine des richesses accaparées par le capital et à celle de la division de la société en classes antagoniques. Le choix n'est donc pas de chercher comment rendre le capitalisme supportable, même si les luttes des travailleurs pour vivre plus dignement sont totalement légitimes et nécessaires, mais d'abattre l'exploitation capitaliste pour construire une société sans classes.

Ce choix d'abattre l'exploitation capitaliste a des conséquences politiques. Il exige la

mise en œuvre à la fois de propositions dans ce sens et de mobilisations pour les porter. Ces propositions se feront à partir d'une analyse des conditions économiques, sociales, des courants de pensées et des conditions politiques qui traversent les diverses sociétés. Il importe que ces propositions, qui ne peuvent être sérieusement pertinentes que par une élaboration collective et par la confrontation à la pratique sociale et politique, soient comprises très largement. Alors, seulement, elles pourront être portées par des organisations dans une perspective anticapitaliste et par la classe prolétarienne, elle-même, auto-organisée, pourvue d'une conscience de classe. La mondialisation financière et le partage de la production entre les divers continents, mettent à l'ordre du jour la question de la révolution mondiale, le capitalisme ayant poussé partout ses racines. Les conditions sont mûres pour l'émergence d'un nouvel internationalisme, indispensable pour dépasser les conflits d'intérêt entre les peuples mis en concurrence.

Au niveau européen, par exemple, l'offensive néolibérale a institué une austérité insupportable dans de nombreux pays et un véritable « césarisme bureaucratique » dont la V<sup>e</sup> République française n'a rien à envier. Il en résulte une perte de confiance majoritaire dans les institutions européennes et nationales et une course sans espoir vers une protection nationaliste et xénophobe. Il existe également, pour d'autres, deux autres attentes : une solution keynésienne ou encore, de façon extrêmement minoritaire, une rupture avec le néocapitalisme ouvrant un conflit de classe avec le capital. La perspective nationaliste se trouve en position de force au regard de la faiblesse de ceux qui portent les autres perspectives. Elle ne peut apporter que des malheurs en aiguissant la concurrence entre les peuples tout en confortant le capital. La solution keynésienne a été récusée par le social-libéralisme rallié au néolibéralisme et les principes qui fondent les traités européens l'interdisent. Elle n'est donc plus avancée que par quelques sociaux-démocrates gênés par la politique hollandaise lourde de conséquences. La troisième perspective est la seule réaliste, bien qu'utopique et supposant une mobilisation populaire de haut niveau. C'est à celle-ci qu'il faut apporter les moyens de mener la bataille et de prendre le dessus.

La critique des institutions de la V<sup>e</sup> République et de l'Union européenne doit passer à des propositions définies suivant le principe de la souveraineté populaire, ouvrant la porte à une reconquête de la démocratie. Ce débat s'imposera dans le cadre de la remise en cause par les luttes des politiques économiques et sociales néolibérales. Ces luttes doivent intégrer, en plus de la résistance à la baisse des salaires, à celle de la protection sociale et à l'augmentation du chômage, des propositions inversant la tendance comme, éventuellement, la revendication d'un revenu suffisant universel, la baisse significative du temps de travail, la socialisation des entreprises qui ferment, la transparence dans les comptes des entreprises, la saisie des biens des multinationales qui délocalisent leur production et leurs profits, le contrôle des effets polluants des entreprises par leurs employés et par les habitants proches, etc.

Cela signifie, qu'au travers de la crise politique, sociale et économique actuelle, les luttes, par les objectifs visés, peuvent mettre en perspective la transformation révolutionnaire de la société.

Le débat ne fait que commencer.

Michel Bonnard, 27-08-2014